

Indépendances, démocratie et coups d'État

Devenus indépendants, les États du Proche-Orient expérimentent la vie parlementaire dans les années 1940. Mais les logiques de guerre froide mettent un terme à cet éphémère âge d'or démocratique.

Par **MATTHIEU REY**

Maître de conférences au Collège de France, à la chaire « histoire contemporaine du monde arabe », Matthieu Rey a soutenu sa thèse sur le parlementarisme en Irak et en Syrie entre 1946 et 1963.



INDÉPENDANCES En 1945, les États arabes indépendants (Égypte, Irak, Liban, Arabie saoudite, Syrie, Transjordanie, Yémen) fondent au Caire la Ligue arabe, qui doit donner naissance à une nation arabe unie (ci-dessus : en 1946). Le temps du vieux colonialisme prend fin.

É té 1945. Les derniers soubresauts de la Seconde Guerre mondiale sont suivis avec attention par les presses arabes. Les délégations égyptienne, irakienne, libanaise et syrienne reviennent de la conférence de San Francisco où, pour la première fois, ces nouvelles nations indépendantes ont siégé à égalité avec les puissances coloniales et ont inauguré ensemble, le 26 juin, l'Organisation des nations unies (ONU). Quelques mois plus tôt, elles se sont imposées sur la scène internationale en créant au Caire la Ligue arabe. Mais l'enthousiasme n'a qu'un temps. Un nouveau péril point : « la Russie rouge », titre le quotidien syrien *Alif Ba*, menace l'unité nationale iranienne en revendiquant des terres azéries au nom de la défense des minorités protégées par le grand frère soviétique¹. Un nouveau colonialisme se forme.

Durant ces premiers moments de la guerre froide, l'URSS apparaît comme un prédateur. Pourtant, en quelques années, Moscou devient le garant de la cause arabe face aux tentatives des États-Unis d'asseoir leur domination. Du côté américain, trois préoccupations dominent : sécuriser l'approvisionnement d'un pétrole peu cher pour financer la reconstruction de l'Europe, maintenir une barrière stratégique bloquant l'expansion soviétique et, à partir de 1948, assurer la survie d'Israël.

Les heurts entre les deux grandes puissances redéfinissent les scènes politiques locales. Certes, le Proche-Orient n'est pas une exception. Dans le cadre de la lutte



INASSER, CE HÉROS

Les funérailles de Nasser en 1970 furent suivies par plusieurs millions d'Égyptiens (ci-dessus). C'est que cet homme d'État exceptionnel, représentatif d'une génération d'Égyptiens issue des classes moyennes, formés par un système éducatif moderne qui s'est structuré au lendemain de l'indépendance de 1922, a su incarner la fierté égyptienne et arabe. Au pouvoir en 1954, il obtient le retrait des troupes britanniques. Les tensions à la frontière de l'est le poussent à s'armer. En 1955, les Occidentaux opposant des fins de non-recevoir à ses demandes, Nasser achète des armes auprès du pacte de Varsovie et s'implique dans le mouvement des non-alignés, dont il devient un chef de file. Auréolé par sa victoire de Suez, en 1956, il s'attelle à une double quête : celle de l'unité arabe, et celle d'un développement planifié de la radicalisation socialiste. Mais l'union avec la Syrie est un échec et ne dure que trois ans (1958-1961). Des nationalisations et de nouvelles réformes agraires approfondissent le socialisme (1961-1966). Nasser a compris que c'est en défiant l'Occident qu'il trouvera l'adhésion populaire. De 1962 à 1967, il resserre ses liens avec Moscou qui finance la construction du barrage d'Assouan. Mais la défaite cuisante de 1967 contre l'État hébreu se solde par la perte du Sinä. Une humiliation terrible pour le monde arabe. Nasser régnera encore trois ans, avant de mourir à 52 ans.

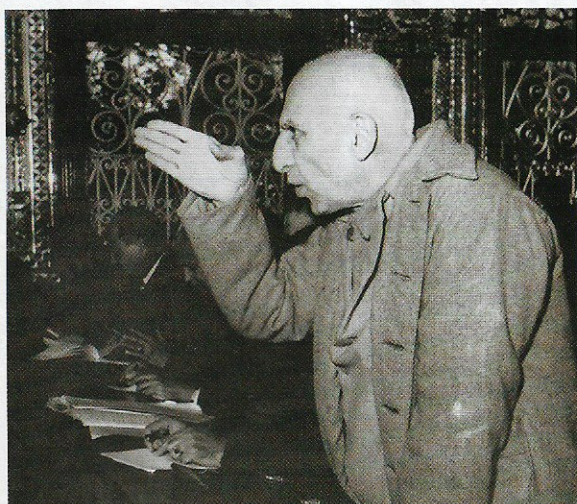
bipolaire, les deux superpuissances ont externalisé leurs conflits et, partout dans le monde, les pays post-coloniaux ont tenté de trouver des marges de manœuvre, soit en s'appuyant sur l'une des deux superpuissances, soit au travers du non-alignement.

Mais, au Moyen-Orient, la guerre froide revêt une double spécificité. Tout d'abord, l'implication d'acteurs étrangers se surimpose à une solide tradition de partenariats locaux avec des puissances occidentales impliquées depuis 1830 dans le cadre de la « question d'Orient ». Ensuite, si la guerre froide s'exporte, elle connaît dans l'Orient arabe une relative « fraîcheur » : ce sont moins les initiatives directes des États-Unis ou de l'URSS que les initiatives des acteurs régionaux qui entraînent coups d'État et révolutions.

LE TEMPS DU PARLEMENTARISME

En 1946, après trente ans de mandats au Levant, les dernières troupes françaises quittent la Syrie. L'Égypte a obtenu l'indépendance en 1922 ; l'Irak en 1932. Les forces britanniques y sont cantonnées dans des bases militaires. Le temps du « vieux colonialisme » prend fin. Les nouvelles autorités se font les chantres d'un constitutionnalisme libéral qui doit assurer la pleine souveraineté des pays. Que ce soit les monarques hachémites de Jordanie et d'Irak, le roi égyptien, les présidents des républiques libanaise et syrienne, tous défendent des Constitutions parlementaires. En Syrie, le Parlement crée une monnaie nationale. En Jordanie, la Légion

L'élection en 1953 d'Eisenhower durcit la politique américaine. La première victime en est le Premier ministre iranien



LA CHUTE DE MOSSADEGH En 1953, le Premier ministre Mossadegh (ci-dessus) nationalise l'Anglo-Iranian Oil Company, symbole de l'exploitation des ressources iraniennes. En août, la CIA le renverse par un coup d'État.



RÉVOLUTION EN IRAK Le 14 juillet 1958, le roi Faysal II est assassiné. Le général Kassim (ci-dessus) prend le pouvoir. La république est proclamée. Les Occidentaux y voient l'empreinte de Moscou.

arabe que les officiers britanniques avaient formée dans les années 1920 devient la première armée arabe en importance.

La proclamation de l'indépendance de l'État d'Israël le 14 mai 1948 occasionne un bouleversement géopolitique régional qui échappe, lui aussi, à la simple logique de l'affrontement bipolaire. Le 15 mai, l'Égypte, la Transjordanie, l'Irak, la Syrie et le Liban lui déclarent une guerre qui s'achève au printemps 1949 par une victoire décisive d'Israël (cf. *Alain Dieckhoff*, p. 64). C'est un choc moral et politique. Les autorités soupçonnées de connivence avec le nouvel État sont assassinées, comme Abdallah I^{er} de Jordanie ou Riad el-Solh, le Premier ministre libanais, en 1951.

Surtout, en Égypte et en Syrie, les régimes parlementaires doivent affronter un nouvel acteur : les jeunes officiers, dont l'honneur a été bafoué durant la guerre contre Israël, exigent réparation par le renversement des cabinets ou des régimes. C'est ainsi qu'en 1952 les « officiers libres » d'Égypte forcent le départ du roi Farouk. Parmi eux, un jeune colonel s'impose : Gamal Abdel Nasser, qui devient président en 1954 (cf. p. 55). Les équipes dirigeantes qui analysent la défaite contre Israël en termes techniques – l'absence d'armement moderne – réclament de l'Occident les outils de la revanche. En vain.

Dans ce contexte, en 1950, une onde de choc balaie la région : l'URSS dispose de l'arme nucléaire et la guerre avec les États-Unis se réchauffe brutalement en Corée. Aux Nations unies, la plupart des États arabes refusent de voter la résolution demandant à tous les États membres de contribuer à l'action de l'ONU en

Corée. Face à la menace d'une extension du conflit, une nouvelle réponse est pour la première fois formulée par les forces politiques autochtones : « neutralité » !

Ainsi, les dynamiques de la guerre froide se greffent sur des terrains locaux agités mais ne contribuent pas à calmer les scènes politiques locales. Bien au contraire.

Selon les États-Unis, le régime parlementaire syrien est incapable de développer le pays et de signer la paix

À SAVOIR

Le Baas : « unité, liberté, socialisme »

Le Baas (« résurrection » en arabe) est un mouvement fondé à Damas, en Syrie, en 1947, par deux jeunes intellectuels : Michel Aflak, un grec-orthodoxe issu d'une famille bourgeoise de militants nationalistes, et Salah al-Din al-Bitar, professeur de mathématiques sunnite. Il se donne pour ambition l'unité politique du monde arabe dans le cadre d'une économie socialiste. Influente dans les milieux militaires, l'idéologie baasiste atteint les couches populaires en Syrie grâce à la fusion avec le Parti socialiste d'Al-Hourani en 1953. Après la brève unité égypto-syrienne entre 1958 et 1961, il s'y affranchit du nassérisme pour imposer un autoritarisme laïque en Syrie où il s'empare du pouvoir en 1963 et en Irak en 1968. Il devient dans les années 1970 l'instrument de deux pouvoirs personnels : celui de Hafez el-Assad et de Saddam Hussein.

NOTE

1. Les Soviétiques évacuent l'Irak en 1946 contre la promesse d'une vaste concession pétrolière. Mais l'accord ne sera jamais ratifié.

avec Israël. Les Américains imposent alors leur homme fort : le 30 mars 1949, le colonel Hosni al-Zaim renverse le président Choukri al-Kouatli avant d'être à son tour renversé, puis exécuté, quelques mois plus tard. Ce ne sont pas moins de cinq coups d'État qui se déroulent en Syrie entre mars 1949 et février 1954 !

L'élection en 1953 à la présidence des États-Unis d'Eisenhower durcit la politique américaine, qui ne tolère aucun rapprochement des gouvernements avec l'Union soviétique. La première victime en est le Premier ministre iranien. L'Iran, qui a voté en 1951 la nationalisation du pétrole, est en contentieux avec la Grande-Bretagne qui boycotte son or noir. Le Premier ministre Mossadegh, cherchant des débouchés, signe un partenariat avec l'URSS. C'est une ligne rouge pour le gouvernement américain. Le 19 août 1953, Mossadegh est renversé ; le chah est rétabli.

L'INGÉRENCE DES ÉTATS-UNIS

Cette ingérence des États-Unis dans la politique régionale modifie la donne. La plupart des équipes au pouvoir ne remettent pas en cause le lien à l'Occident. Mais elles critiquent de plus en plus vivement la manière dont le camp de l'Ouest les traite. L'option soviétique séduit de plus en plus des États qui voient là le moyen de se moderniser et d'acquiescer à peu de frais des équipements militaires. Le président syrien Chichakli est le premier à signer en 1953 un partenariat avec la Tchécoslovaquie qui livre des armes à Damas.

Mais c'est l'alliance du président égyptien avec Moscou qui brise l'hégémonie de l'Occident sur le Moyen-Orient : en 1955, Nasser fait venir des armes du bloc de l'Est. Au nom de la défense de la nation arabe qu'il cherche à unir derrière l'Égypte, Nasser, jusqu'alors chantre du neutralisme, se lie à l'URSS.

Résolument rangé dans l'autre camp, l'Irak se fait lui le promoteur d'une nouvelle alliance militaire avec l'Occident autour du pacte de Bagdad, signé le 24 février 1955 avec la Turquie – membre de l'Otan depuis 1952. Dans les mois suivants, la Grande-Bretagne, l'Iran et le Pakistan s'associent à cette alliance défensive contre l'URSS. Les acteurs locaux font désormais appel aux deux blocs pour asseoir leur leadership sur la région. La « guerre froide arabe » débute.

C'est dans ce contexte qu'éclate en 1956 la crise de Suez, à la suite de laquelle une nouvelle vague révolutionnaire secoue la région. La dialectique de la guerre froide et des problèmes internes précipite la radicalisation des forces politiques et la mise à bas des systèmes parlementaires dans l'Orient arabe.

En 1958, l'Irak cède à son tour. L'alliance avec la Grande-Bretagne dans le cadre du pacte de Bagdad scelle l'arrêt de mort de la famille royale hachémite. Le 14 juillet 1958, au son de *La Marseillaise*, les « officiers libres » d'Irak mettent à mort Faysal II. La république



SUEZ OU L'HUMILIATION DES EUROPÉENS

À l'automne 1956, la France et la Grande-Bretagne, alliées à Israël, prennent l'initiative d'une expédition militaire contre l'Égypte de Nasser qui vient de nationaliser la Compagnie du canal de Suez. Le canal avait été percé entre 1859 et 1869 sous la direction de l'ingénieur français Ferdinand de Lesseps entre Port-Saïd et Suez et ouvrait directement la Méditerranée sur l'océan Indien.

Après quelques heures de combat seulement, la France et la Grande-Bretagne sont sommées par l'URSS (ci-dessus : l'arrivée des forces soviétiques en Égypte) et les États-Unis de retirer leurs troupes. Pour les autorités américaines, soucieuses de conserver des amitiés arabes, il s'agit de préserver des régimes partenaires menacés d'être renversés par contrecoup de la crise. L'URSS, elle, veut démontrer son rôle de « grand frère » capable de protéger les nouveaux régimes progressistes des actions des puissances coloniales. Quoi qu'il en soit, l'échec cuisant de l'aventure franco-britannique en Égypte marque la fin de la domination des vieilles puissances coloniales au Proche-Orient, désormais remplacées par les tensions entre les deux blocs.

En 1967, c'est l'URSS qui fait part à son allié syrien de mouvements de troupes israéliennes vers sa frontière



AU LIBAN En juin 1958, des nationalistes (ci-dessus) défient le président pro-américain Chamoun ; 15 000 marines débarquent en juillet pour empêcher son départ. Le pays est devenu un champ d'expérimentation de la politique d'endiguement du communisme.

est proclamée. Soutenu par les communistes, le général Kassem inaugure une politique sociale et lance une réforme agraire.

Les pays arabes sont en effet soumis à une profonde crise agraire depuis la fin des années 1940 : la hausse rapide de la population conduit à un partage de plus en plus compliqué de la terre tandis que l'essor d'une agriculture capitaliste entraîne la concentration des terres et la mécanisation des productions, privant de travail des couches entières de la population. L'absence d'industrialisation empêche tout débouché.

Les villes grossissent d'un flot continu de migrants ruraux qui recréent les réseaux de solidarités confessionnelles et politiques. Dans ce cadre, les mots d'ordre progressistes, qu'ils soient communistes comme en Irak, ou baasistes en Syrie et au Liban, trouvent un écho favorable. Questions internes et positionnements sur l'échiquier international fusionnent : être en faveur de la réforme agraire et allié à l'Égypte devient équivalent à militer contre l'économie libérale et l'entente avec les puissances occidentales. Le monde arabe se scinde en deux. L'Égypte de Nasser ainsi que les baasistes en Syrie et le général Kassem en Irak prônent l'entente avec l'Est pour s'armer et se développer. L'État conduit des réformes agraires, industrialise le pays et tente de restituer aux masses rurales la dignité de la nation. Ils s'opposent aux tenants d'un ordre plus traditionnel, d'une approche réformiste et d'une ouverture à l'Occident : la Jordanie et l'Arabie saoudite. Au Liban, les deux camps s'affrontent en 1958, et ouvrent une

première lutte armée en juin-août qui se solde par un débarquement américain et, au final, un compromis entre les Libanais.

De ce partage, une victime : les libertés politiques. La particularité de cette imbrication des jeux internes et externes tient à la radicalisation permanente des forces locales et à la constitution d'un appareil de surveillance pour protéger le nouveau régime. Toute nouvelle équipe – de plus en plus souvent issue d'un coup d'État – se dote de services de renseignements (*moukhabarat*). Au nom de la conduite de la révolution ou, au contraire, de la défense des valeurs de l'islam comme dans le cas saoudien, il devient nécessaire d'unir les forces nationales, ce qui se traduit par l'interdiction de la presse et des partis. La division est vécue comme une trahison.

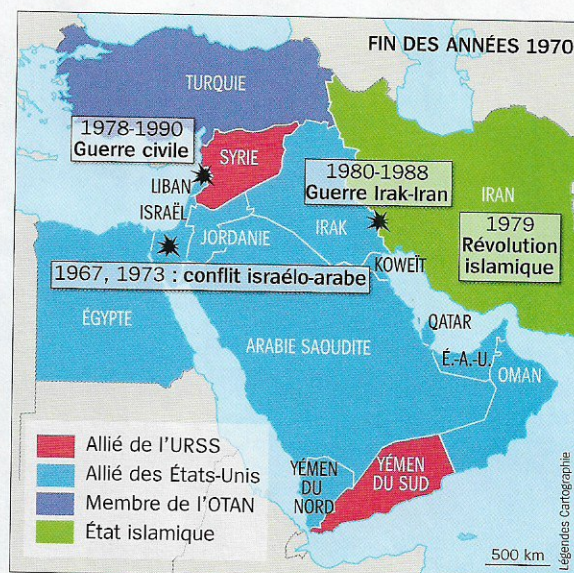
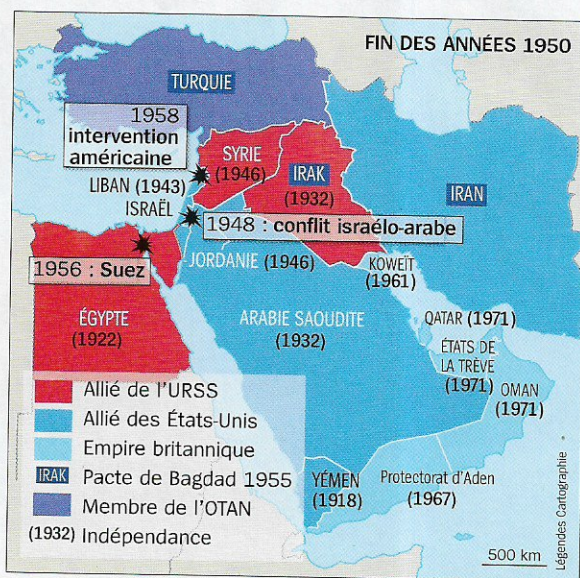
DES PARTIS UNIQUES

Les révolutions des années 1960 radicalisent encore les régimes. En 1963, le général Kassem, qui avait renversé la monarchie irakienne en 1958, se rapproche dangereusement du communisme aux yeux de l'administration Kennedy. Au nom de la modernisation, les États-Unis appellent à soutenir des forces progressistes anticomunistes. Le parti Baas représente l'alternative. Aussi, la CIA appuie son coup d'État en 1963 et fournit la liste des suspects communistes, dont plusieurs milliers sont assassinés en quelques mois.

La guerre froide joue également un rôle déterminant dans le déclenchement de la guerre des Six-Jours. En 1967, c'est l'URSS qui fait part à son allié syrien de mouvements de troupes israéliennes vers sa frontière, ce qui entraîne un appel à la solidarité arabe, forçant



DICTATEURS LAÏQUES Succédant à une série de tentatives de putschs, Saddam Hussein en Irak et Hafez el-Assad en Syrie (ci-dessus en 1978) instaurent dans les années 1970 autoritarisme militaire, réformes agraires et nationalisations.



La victoire américaine

En 1958, les révolutions balaient le monde arabe et portent au pouvoir des dirigeants prêts à s'entendre avec l'URSS. Les États-Unis interviennent pour stopper cette marche. Une véritable guerre froide oppose les régimes progressistes aux régimes conservateurs généralement monarchiques. Elle est même chaude au Yémen où les royalistes aidés par l'Arabie saoudite combattent les républicains soutenus par l'Égypte de Nasser. Deux décennies plus tard, la plupart des États arabes se sont rapprochés des Américains qui favorisent le processus de paix avec Israël.

Nasser à fermer le détroit de Tiran, cause immédiate de la guerre déclenchée le 5 juin. Après les premiers affrontements, l'URSS menace de recourir à son armement nucléaire pour empêcher toute avancée israélienne vers Damas.

La guerre se solde par une victoire écrasante de l'État hébreu, qui bouleverse la donne. Les scènes politiques se figent : le parti Baas avec Hassan al-Bakr et son numéro deux Saddam Hussein, en Irak, en 1968 ; le Baas encore avec Hafez el-Assad en Syrie à partir de 1970 et l'Union socialiste arabe avec Anouar el-Sadate en Égypte. Dans tous ces pays, le parti vainqueur verrouille l'accès au pouvoir, avec la bénédiction des grandes puissances.

La manne pétrolière joue en faveur du *statu quo*. En 1967, le congrès de Khartoum a établi la rente comme moteur de la lutte contre Israël : les États arabes reçoivent une aide financière des pays pétroliers pour conduire la lutte contre l'État hébreu. Ils peuvent fonctionner en toute autonomie grâce à cette assistance. Une géopolitique nouvelle émerge : le Golfe s'impose comme un des acteurs de premier plan car ses États financent les autres régimes. C'est encore plus vrai après la guerre de 1973 qui laisse en héritage la hausse brutale du prix du brut.

L'année 1973 est un tournant. À l'initiative du président égyptien Anouar el-Sadate, puis du président syrien Hafez el-Assad, un processus de sortie de crise débute en 1974 par le biais de la « politique des navettes » : le secrétaire d'État américain Kissinger se rend dans les capitales arabes et israélienne pour obtenir un désengagement des forces. La paix devient une ligne d'horizon pour tous et renforce les liens à l'Ouest.

L'URSS reste un partenaire, mais ce partenariat apparaît de plus en plus comme une monnaie d'échange. Le premier État à rompre officiellement est l'Égypte : en 1972 Sadate ordonne le départ des

conseillers soviétiques. Les MIG cessent de voler au-dessus des pyramides. Il faut dire que le rapprochement américain permet d'obtenir les dividendes de la paix, c'est-à-dire une aide au développement.

Le retrait britannique « à l'est d'Aden » (le Koweït est indépendant en 1961, Aden suit en 1967, puis en 1971 les Émirats) crée un vide de puissance qui favorise encore les États-Unis. Les Américains pratiquent la politique des « deux gendarmes » : pour protéger la région de l'influence soviétique, ils procèdent à l'armement massif des deux puissances régionales que sont l'Irak et l'Arabie saoudite. Les initiatives de Kissinger en 1973 sont reprises et amplifiées par l'administration de Jimmy Carter, arrivé au pouvoir en 1977. Les accords de Camp David signés entre Carter, le président égyptien Sadate et le Premier ministre israélien Begin en 1978 clôturent cette évolution.

Deux camps se reforment : d'un côté, l'Égypte, la Jordanie et les principaux États du Golfe se placent sous la protection américaine qui s'accompagne de plus en plus d'une assistance militaire importante ; de l'autre, Syrie et Irak se raidissent dans leur opposition au processus de Camp David et exigent du partenaire soviétique – nouvellement retrouvé – la « parité stratégique », soit une dotation militaire mettant en balance les armes israéliennes.

Le dernier temps de la guerre froide s'ouvre à la fin des années 1970. Les deux Grands sont encore impliqués dans la révolution islamique en Iran en 1979 et la guerre de huit ans qui s'ensuit (1980-1988) contre son voisin irakien. Cependant, même si on n'en prend pas tout de suite conscience, c'est une autre logique qui est à l'œuvre dans la région. L'URSS en fera les frais. Les États-Unis renforcent en 1990 leur position après leur victoire dans la première guerre du Golfe contre Saddam Hussein. Mais l'ordre bipolaire a vécu. La démocratie n'en profitera pas. ■



SOURCE DE RICHESSE Barils de pétrole sur le quai du port de Al-Mukalla, au Yémen, en 1956.

Le pétrole : une

Le Moyen-Orient, qui combine à la fois les coûts de production les plus bas et les réserves de pétrole les plus importantes du monde, est, depuis les années 1960, l'objet de toutes les convoitises.

Par **HENRY LAURENS**

Professeur au Collège de France, à la chaire « histoire contemporaine du monde arabe »,

Henry Laurens a récemment publié *L'Empire et ses ennemis* (Seuil, 2014).

Cet article est la version revue de « La révolution de l'or noir », *L'Histoire* n° 354, juin 2010.

C'est en 1908 que l'on a commencé à soupçonner la présence de pétrole dans la région avec la découverte de gisements en Perse (Iran). L'exploitation débute en Irak en 1927. Dans les années 1930, c'est au tour de la péninsule arabique. Les concessions sont accordées en 1930 à Bahreïn, en 1933 en Arabie saoudite, en 1934 à Koweït, en 1935 à Qatar, et en 1938-1939 à quatre émirats de la côte de la Trêve, actuelle fédération des Émirats arabes unis.

Ces concessions sont détenues par sept grandes « majors » pétrolières : cinq sociétés américaines, British Petroleum (Grande-Bretagne) et Shell (Grande-Bretagne et Pays-Bas). Invoquant les investissements



GUERRE DU GOLFE Une position de l'armée américaine à la frontière irakienne, en 1991. En arrière-plan : des puits de pétrole en feu.

e malédiction ?

qu'elles doivent réaliser (forages, oléoducs, terminal portuaire), les majors obtiennent des contrats très avantageux. Les concessions pétrolières couvrent de 20 à 100 % des États, elles ont une durée de 60 à 94 ans et versent un loyer annuel indépendant de la production ainsi qu'une redevance (*royalty*) d'environ 12 % de la valeur de la production.

Si on commence à associer les Arabes au pétrole dans les années 1930¹, la production des pays du Golfe (Irak exclu) ne représente encore qu'une faible fraction de la production mondiale – moins de 1 %. C'est durant la Seconde Guerre mondiale que les États-Unis, premier consommateur au monde, découvrent la valeur de l'immense potentiel saoudien. Washington procède alors à un vaste remaniement du dispositif qui aboutit à la constitution en 1944 de l'Arabian American Oil Company (Aramco). Ce consortium des cinq majors américaines est chargé d'exploiter l'or noir de l'Arabie saoudite. Les stratèges du plan Marshall font du pétrole du Moyen-Orient l'un des éléments essentiels de la reconstruction économique de l'Europe d'après-guerre. Jusqu'aux années 1960, le pétrole du Golfe était avant tout destiné au marché européen ; la stratégie américaine consistant à préserver ses réserves.

Dès les années 1940, les revenus pétroliers constituent une part croissante du budget des États hôtes.

Comme ces derniers manquent de personnel capable d'assurer la modernisation, ils font appel à des Indiens en général pour les postes de petite bureaucratie et à des Arabes venus des pays méditerranéens : réfugiés palestiniens de 1948, hommes d'affaires libanais, enseignants égyptiens. Les émigrés palestiniens auront le sentiment d'avoir bâti les pays du Golfe, au sens propre comme au sens figuré. Dans ces années 1940 et 1950 se fondent de grandes fortunes et de grandes entreprises comme le groupe Ben Laden ou le groupe Hariri.

Partout, la classe dirigeante s'enrichit tout en étant très prodigue de son argent. Mais, bien vite, les revenus accordés par les premiers contrats ne lui suffisent plus. Dès le début des années 1950, les gouvernements obtiennent de taxer les revenus des compagnies concessionnaires afin de porter l'ensemble « *royalty plus taxe* » à 50 % des revenus sur la base des prix affichés.

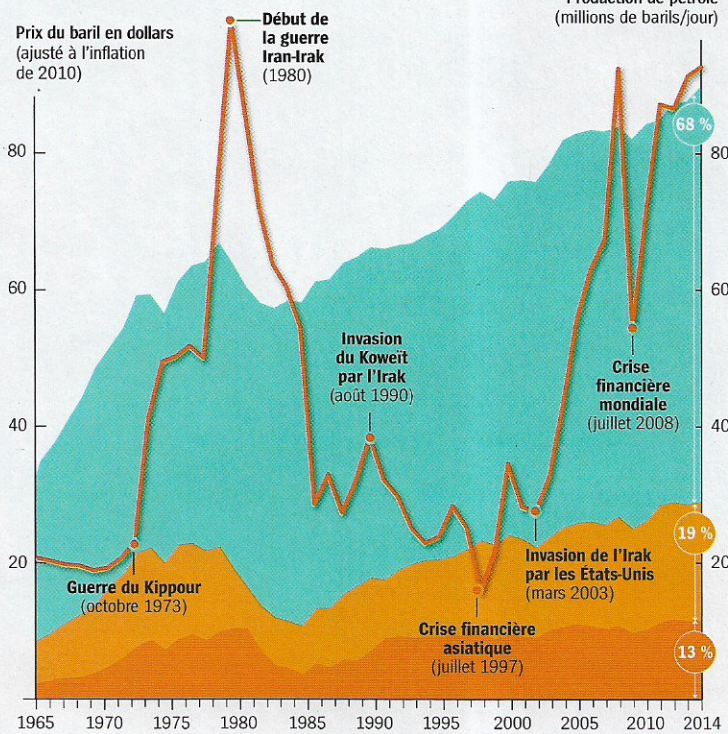
NAISSANCE DE L'OPEP

La rente pétrolière augmente ainsi très rapidement. Au Koweït, on passe de 800 000 dollars en 1946 à 217 millions en 1954 ! Cette croissance est liée à la hausse de la production mais aussi à une meilleure répartition des revenus de la rente. Le Moyen-Orient combine à la fois les coûts de production les plus bas et les réserves de pétrole les plus importantes du monde.

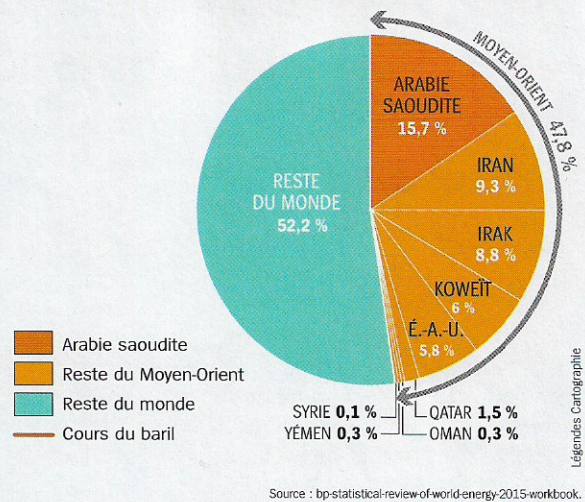
NOTE

1. La première version de *Tintin au pays de l'or noir* est publiée en 1939.

Production de pétrole



Les réserves de pétrole prouvées en 2014



À DOUBLE TRANCHANT En 2014, le pétrole extrait au Moyen-Orient représentait 47,8 % des réserves mondiales. Les États rentiers de la région disposent d'un pouvoir financier énorme. Mais les tensions liées au contrôle des ressources, la variation du cours du pétrole et l'inégale répartition de ses revenus en font aussi un important facteur de déstabilisation.

En 1956, la crise de Suez entraîne un relèvement des prix. Le retour à la normale et la hausse de la production mondiale provoquent un mouvement en sens inverse dès 1959-1960. Les pays exportateurs tentent de s'y opposer en constituant, en 1960, à Bagdad, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) : au total 13 pays qui contrôleront au début des années 1970 plus de 85 % des exportations mondiales de pétrole.

AFFLUX DE MAIN-D'ŒUVRE

La guerre israélo-arabe de juin 1967 bouleverse la situation. Le canal de Suez est à nouveau fermé, ce qui rallonge les circuits d'acheminement du pétrole du Golfe. Les producteurs méditerranéens (Algérie, Libye) exigent une prime au nom du différentiel de coût ainsi créé. La consommation mondiale continuant de croître, les compagnies cèdent. Les pays producteurs ne se contentent pas d'augmenter les prix affichés. Ils remettent en cause le système des concessions. À partir de 1971, les pays socialistes arabes comme l'Algérie, la Libye et l'Irak nationalisent les compagnies présentes sur leur territoire ; les pays conservateurs passent, eux, par un système de prise de participation croissante.

L'essentiel de la production sur place se fait désormais par le biais de compagnies nationales étatiques tandis que la commercialisation passe toujours par les majors. Le prix affiché du pétrole est régulièrement renégocié entre le cartel des producteurs Opep et le cartel des grandes compagnies.

Lors de la guerre du Kippour en 1973, la réduction de la production conduit à un quadruplement du prix affiché en quelques semaines. Ce premier choc pétrolier entraîne une hausse vertigineuse de la rente pétrolière. Une partie de cet argent est dépensée sur place sous forme d'investissements et dans des dépenses somptuaires. Une autre partie est investie dans les économies

des pays industrialisés afin de constituer des fonds souverains destinés à préparer l'« après-pétrole ». On appelle cela le « recyclage des pétrodollars ».

Les besoins des pays producteurs de pétrole entraînent un afflux considérable de main-d'œuvre étrangère. Dans les différents Émirats, la population originelle devient nettement minoritaire. Toute une société stratifiée sous forme de quasi-castes s'établit. Au plus bas de l'échelle, on trouve des émigrés venus pour la plupart du sous-continent indien et du Sri Lanka. Au-dessus, on trouve une classe moyenne composée d'Indiens et d'Arabes disposant de compétences techniques puis un milieu plus restreint de cadres supérieurs et d'entrepreneurs, essentiellement des Palestiniens, des Libanais et des Occidentaux.

Enfin, la population originelle bénéficie de la rente pétrolière. L'absence de taxation est la première forme de redistribution dont elle jouit. L'interdiction faite aux étrangers de posséder des entreprises, voire des maisons, les oblige à passer par un tuteur local (un sponsor), responsable d'eux juridiquement devant les autorités locales. Bien entendu, le sponsor opère un certain nombre de prélèvements financiers sur les activités des étrangers. La redistribution passe enfin par les libéralités du pouvoir : emplois réservés aux locaux, dons de terres et de maisons, « emprunts » non remboursables... La spéculation immobilière devient ainsi une importante source de revenus.

Avec l'argent du pétrole, des entrepreneurs, formés dans les grandes universités occidentales, s'enrichissent très rapidement. Mais, dans le reste de la société, la redistribution de la rente se fait au détriment de toute culture de travail : on ne cherche pas à se mettre en compétition avec les expatriés bien mieux qualifiés et le travail manuel est déconsidéré. En Arabie saoudite, la rente conduit ainsi à un important chômage de jeunes locaux.

En Arabie saoudite, la redistribution de la rente conduit à un chômage important chez les jeunes locaux

Depuis 1967, les pays du Golfe financent les pays arabes frontaliers d'Israël et les travailleurs immigrés transfèrent une bonne partie de leurs gains dans leurs pays d'origine. Sous diverses formes, la rente pétrolière alimente ainsi l'ensemble de l'économie régionale et y introduit de nouveaux modes de consommation proches de ce que l'on appellerait en Occident la « société de consommation ». La révolution iranienne de 1979 et la guerre Irak-Iran en 1980 provoquent un second choc pétrolier. Le prix du baril atteint 32 dollars en 1980. Surtout la notion de « prix affiché » est abandonnée au profit d'une définition par l'offre et la demande au jour le jour. Le pétrole devient une matière première ordinaire soumise à une intense spéculation.

La fin des prix affichés, la diminution de la demande mondiale et surtout le développement de la production en dehors des pays de l'Opep (mer du Nord, Alaska, Union soviétique) entraînent un contre-choc pétrolier : les pays du Golfe reviennent à des revenus réels proches d'avant le premier choc pétrolier. L'Arabie saoudite réplique en augmentant brutalement sa production. Le baril de référence passe de 27 dollars à 13,30 dollars entre janvier 1986 et mars 1986. Les victimes collatérales sont les petits producteurs américains, et surtout l'économie soviétique qui ne se remettra jamais de l'effondrement de ses ressources en devises.

L'Opep tente d'enrayer la chute en s'imposant des quotas de production. Mais plusieurs pays du Golfe ne les respectent pas. L'invasion du Koweït en 1990 est

en partie liée à l'impossibilité pour l'Irak de restaurer sa position de producteur majeur au lendemain de la guerre avec l'Iran en raison du non-respect des quotas. L'Arabie saoudite, qui contrôle le marché mondial, interdit l'existence d'un troisième choc pétrolier. La guerre du Golfe a fait perdre à l'Irak, sous embargo dès l'invasion du Koweït, sa place de producteur essentiel.

Après les « médiocres » années 1990, les années 2000, grâce à la hausse de la consommation mondiale et surtout aux importations de grands pays émergents (Chine, Inde), voient une montée continue du prix du pétrole. La région connaît un boom économique. Les surplus financiers alimentent les fonds souverains qui se lancent dans une conquête du monde industrialisé. L'euphorie dure jusqu'en 2008. Puis c'est l'effondrement avec la crise financière mondiale.

Le paradoxe de l'industrie pétrolière se trouve confirmé. D'un côté, elle nécessite des investissements très coûteux, de l'autre, les fluctuations des cours sont considérables. En 2008, le baril dépasse la barrière des 100 dollars pour ensuite s'effondrer en décembre aux alentours de 45 dollars. La reprise se fait progressivement avec une stabilisation au-dessus de 100 dollars en 2011, ce qui facilite la mise en exploitation des ressources concurrentes comme les pétroles de schiste américains et les pétroles bitumineux canadiens. En dépit du renouvellement des tensions internationales qui devraient pousser les cours à la hausse, un nouveau contre-choc s'amorce à l'automne 2014 : on passe sous la limite des 60 dollars, soit une chute de 44 % en six mois. Au début de 2015, on en arrive aux 40 dollars avant de retrouver une certaine stabilisation autour de 55-60 dollars.

Les sociétés de la péninsule arabique restent structurées par les conséquences de la rente pétrolière qui est très inégale en fonction du poids démographique. Certains Émirats comme Dubai sont déjà passés à l'après-pétrole du fait de leur importance commerciale. Les compagnies aériennes du Golfe sont à la conquête du monde. Mais la dépendance envers la main-d'œuvre étrangère se poursuit comme le montrent les travaux pour la Coupe du monde de football qui aura lieu au Qatar en 2022. Elles ont révélé au monde les conditions souvent inhumaines de la main-d'œuvre étrangère. Mais une abolition du système des « sponsors » (tuteurs locaux) pose beaucoup de problèmes aux autorités. Elles perdraient en effet le contrôle de la main-d'œuvre et de son coût, ce qui les obligerait à trouver une autre solution pour redistribuer la rente aux nationaux. Cela permet de comprendre, mais non de justifier, les retards pris dans l'application de leurs engagements.

Pour le meilleur comme pour le pire, ces sociétés ont été structurées par l'économie de la rente pétrolière et de plus en plus gazière. Il faut maintenant y ajouter les revenus des placements à l'étranger et le rôle croissant des petits États du Golfe dans le commerce et le transport ainsi que dans les finances mondiales. ■

À SAVOIR

La terre du wahhabisme

L'Arabie saoudite, l'un des premiers producteurs mondiaux de pétrole, a pour doctrine officielle le wahhabisme. L'alliance conclue vers 1745 dans le désert du Nadjd entre le prédicateur Ibn Abd al-Wahhab et le chef de guerre Mohammed ibn Saoud a permis à ce courant rigoriste d'acquiescer une audience mondiale. La guerre sainte menée par les Saoud au nom du wahhabisme a donné naissance à trois royaumes. Le premier (1745-1818) fut renversé par le vice-roi d'Égypte Méhémet-Ali, après que les Bédouins fanatisés au service des Saoud eurent massacré la population chiite de Kerbala en Irak et occupé La Mecque. Longtemps considéré comme hérétique, le wahhabisme a acquis une certaine respectabilité grâce au troisième royaume d'Arabie saoudite proclamé en 1932 par Abdelaziz ibn Saoud. Il s'est imposé comme la plus pure expression de la tradition sunnite. Mais les véritables héritiers du wahhabisme sont les salafistes et les djihadistes, ennemis jurés des Saoud coupables d'avoir ouvert l'Arabie aux armées infidèles.

Ce qui a changé avec Israël

Entre Israël et ses voisins arabes, la guerre a commencé le lendemain même de la proclamation d'indépendance. Depuis, elle s'est poursuivie, de façon sporadique sans que la paix semble possible.

Par **ALAIN DIECKHOFF**

Directeur de recherche au CNRS et enseignant à Sciences Po,

Alain Dieckhoff est directeur du Ceri.

Il a récemment codirigé *Afrique du Nord,*

Moyen-Orient. L'échec du rêve démocratique

(La Documentation française, 2014).

Le 15 mai 1948, alors que l'indépendance d'Israël ne date que de la veille, cinq armées arabes (Égypte, Transjordanie, Syrie, Liban, Irak) envahissent l'État hébreu. La première guerre israélo-arabe commence. Si elle ouvre un chapitre nouveau, celui de la confrontation militaire entre États, elle en clôt au même moment un autre, celui de l'affrontement intercommunautaire entre juifs et Palestiniens : lorsque l'État d'Israël voit le jour, ces derniers ont déjà perdu leur guerre.

1948 : LA GUERRE D'INDÉPENDANCE

Engagés durant toute la période du mandat britannique dans une lutte acharnée contre le Yichouv¹, les dirigeants palestiniens ont, dès le vote du plan de partage de l'ONU, le 29 novembre 1947 (cf. carte, p. 66), entamé les combats pour empêcher ce qu'ils considèrent comme la mutilation de leur patrie historique. Bien que sur la défensive, le Yichouv tient bon et finit par progresser avec l'arrivée de matériel militaire venu de Tchécoslovaquie. Le 14 mai, Israël peut ainsi contrôler le territoire qui lui a été alloué par l'ONU (à l'exception du désert du Néguev) et même prendre pied dans des zones situées au-delà des frontières de l'État, à Jaffa et en Galilée occidentale.

Les Palestiniens militairement vaincus, les États arabes entrent à leur tour en guerre. Mais ils ne



UN ÉTAT POUR LES JUIFS La joie explose à Tel-Aviv à l'annonce du vote en faveur de la création d'un État juif en Palestine par l'ONU, le 29 novembre 1947.

NOTES

1. En hébreu, « installation », « population », désigne les communautés juives de Palestine avant la fondation de l'État d'Israël.

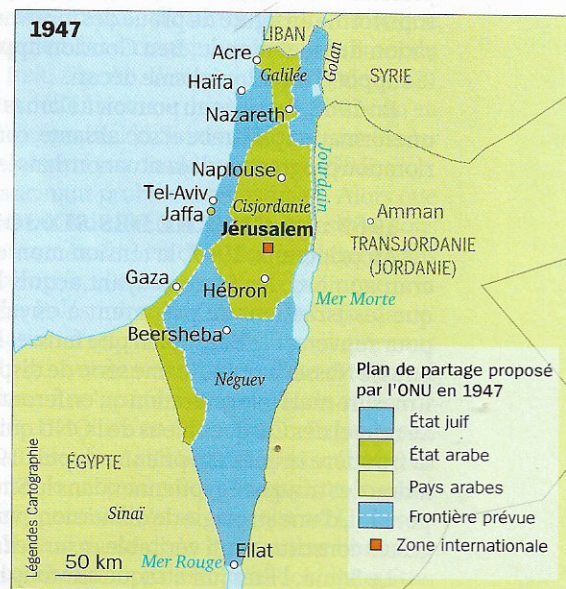
2. Acronyme de Tsava Hagana le-Israel, armée de défense d'Israël.



RÉFUGIÉS PALESTINIENS A l'issue de l'attaque éclair israélienne en juin 1967 (la guerre des Six-Jours), la Cisjordanie est occupée ; les Palestiniens fuient. Ci-dessus : le 22 juin, un soldat israélien observe les Palestiniens qui empruntent le pont Allenby, à quelques kilomètres de Jéricho, pour rejoindre la rive est du Jourdain.

parviennent pas à retourner la situation en leur faveur, malgré quelques premiers succès. Le manque de coordination entre les différentes armées explique largement qu'elles ne soient pas en mesure de profiter des carences initiales en matériel de l'armée israélienne. Très vite, celle-ci progresse. Bientôt, les dernières poches encore contrôlées par les Arabes en haute Galilée sont évacuées et, dans le Néguev, Tsahal² brise définitivement l'armée égyptienne. Le 7 janvier 1949, les armes se taisent. Israël a gagné la guerre et se retrouve avec un territoire de 20 700 km² (6 000 km² supplémentaires par rapport au plan de partage de 1947). Toutefois, le prix du sang a été lourd : 5 800 morts, soit 1 % de la population du Yichouv et 8 % de la classe d'âge des 19-21 ans. Un tiers des victimes sont des survivants du génocide, qui venaient à peine d'arriver. La guerre d'indépendance reste la plus longue et la plus meurtrière des guerres d'Israël.

Du côté arabe, la défaite est écrasante. Elle se mesure moins en nombre de morts (environ 2 000 soldats des armées régulières, sans compter un nombre indéterminé de guérilleros et de civils) qu'en termes humains. 1948 marque l'effondrement et l'éclatement d'une société : plus de 700 000 Palestiniens sont devenus des réfugiés. Pour rendre impossible tout retour, le nouvel État hébreu détruit les villages abandonnés, installe de nouveaux immigrants dans les maisons désertées et fait construire des implantations sur les terres arabes.



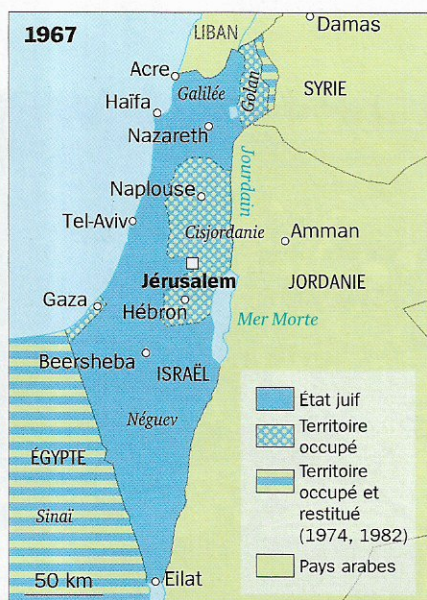
Le plan de partage de l'ONU

Le plan de l'ONU voté le 29 novembre 1947 propose un partage de la Palestine sous mandat britannique entre deux États, juif et palestinien, avec une union économique, et prévoit que Jérusalem sera internationalisée et placée sous le contrôle de l'ONU. Le tracé de l'État juif épouse en grande partie les contours de l'immigration juive. Les sionistes s'y rallient ; les Arabes rejettent le plan, qui ne sera jamais appliqué.



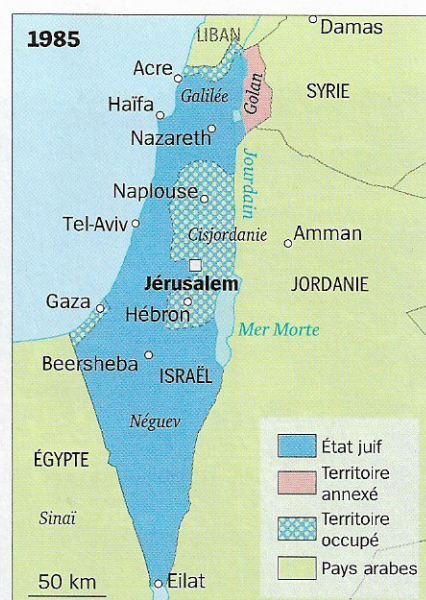
Après la guerre de 1948

Après la guerre de 1948, Israël dispose d'un territoire plus étendu que celui prévu en 1947, délimité par la « ligne verte », la ligne de cessez-le-feu. La Palestine n'existe plus : Gaza est sous administration militaire égyptienne ; la Cisjordanie est annexée par la Jordanie en 1950.



Après la guerre des Six-Jours

La victoire d'Israël à l'issue de la guerre des Six-Jours lui donne des atouts stratégiques : le plateau du Golan syrien et le Sinaï égyptien sont occupés ; Jérusalem-Est est annexé. La bande de Gaza et la Cisjordanie sont elles aussi occupées.



Après la campagne du Liban

La paix avec l'Égypte en 1979 aboutit à la restitution du Sinaï. Le Golan est annexé en 1981. En 1982, Israël intervient au Liban. En 1985, l'armée se replie sur la « zone de sécurité » dans le sud du Liban, qu'elle occupera jusqu'en 2000.

En 1956, Israël s'associe à l'expédition de Suez aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne en pensant pouvoir ainsi mettre définitivement fin aux opérations des fedayins (combattants) palestiniens appuyés par Le Caire. Mais Israël, bien que victorieux militairement et occupant la péninsule du Sinaï, doit l'évacuer sous la pression américaine. Face à un Nasser que le conflit a transformé en figure de proue des mouvements de libération du tiers-monde, Ben Gourion apparaît comme le suppôt d'un colonialisme décati.

En 1963, l'arrivée au pouvoir à Damas du parti Baas, une formation panarabe et socialisante, conduit à la détérioration progressive de la situation dans le nord d'Israël.

1967 : LA GUERRE DES SIX-JOURS

• Au printemps 1967, la tension monte encore d'un cran au nord, les Syriens ayant acquis la conviction que les Israéliens se préparent à envahir leur pays pour renverser le Baas. Bien que fausse, l'information pousse Nasser à prendre une série de dispositions dont il mesure mal l'interprétation qu'en feront les Israéliens. Le rappel des Casques bleus de l'ONU qui surveillaient la frontière israélo-égyptienne depuis 1956 et l'installation des troupes égyptiennes dans le Sinaï font partie, pour lui, d'une stratégie de dissuasion ; vus d'Israël, ces gestes constituent un véritable *casus belli*.

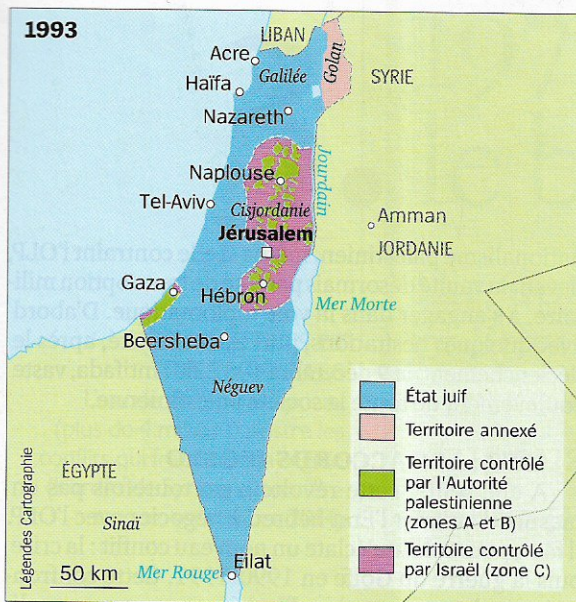
Le 5 juin, l'État juif attaque sur tous les fronts. Les aviations ennemies sont presque entièrement détruites au sol tandis que l'armée israélienne avance à marche forcée vers le canal de Suez, le Jourdain et les hauteurs du Golan. Le 10 juin, la guerre est terminée. La déroute des armées arabes est totale : elles ont perdu plus de 70 % de leur armement lourd et près de 20 000 hommes, contre seulement 760 morts israéliens. Cette défaite accablante sera le chant du cygne du nassérisme.

À l'inverse, Israël se retrouve à la tête d'un formidable glacis stratégique (grâce à l'occupation de la Cisjordanie, de la bande de Gaza, du plateau du Golan et de la péninsule du Sinaï), et d'une capitale « réunifiée », Jérusalem, après l'annexion de la partie arabe de la ville. Il y a pourtant des ombres au tableau. L'URSS et les démocraties populaires (à l'exception de la Roumanie) rompent leurs relations diplomatiques avec l'État hébreu tandis que Paris met un terme à une coopération militaire privilégiée : le pays n'a plus que les États-Unis vers lesquels se tourner. En outre, en s'emparant de la Cisjordanie et de Gaza, Israël va se trouver directement aux prises avec le nationalisme palestinien, qui rencontre un écho croissant au sein de la population arabe. Enfin, l'occupation de la « Judée-Samarie » donne une vigueur renouvelée à un nationalisme juif mâtiné de religion, qui se traduira par un mouvement de colonisation sans précédent.

L'humiliation militaire qui a été infligée aux pays arabes les conduit à redoubler d'intransigeance. Au sommet arabe de Khartoum, en 1967, ils proclament leurs trois « non » : 1) non à la réconciliation avec Israël ; 2) non à la négociation ; 3) non à la reconnaissance de l'État hébreu.

Le secrétaire d'État William Rogers propose une issue à l'impasse régionale fondée sur la résolution 242 adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 22 novembre 1967 : ce texte lie le retrait de l'armée israélienne des territoires occupés en juin à la reconnaissance du droit de tous les États de la région à vivre en paix. Cette proposition ne débouche cependant sur rien de concret : Israël et les États arabes divergent fondamentalement sur l'articulation entre évacuation militaire des territoires conquis et ouverture des négociations.

Pourtant, l'année 1970 va marquer un tournant au Moyen-Orient. Nasser disparaît en septembre, et



Les accords d'Oslo

Les accords signés par Yasser Arafat et Yitzhak Rabin en 1993 conduisent à une reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP. Une Autorité palestinienne, dont Yasser Arafat prend la tête, est créée qui gère les zones A et B, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ; Israël garde le contrôle du reste où résident de nombreux colons.

son successeur, Anouar el-Sadate, fait des ouvertures à Washington ; mais il veut amener son pays à la table des négociations dans une relative position de force, après avoir rétabli l'honneur perdu des armées arabes.

1973 : LA GUERRE DU KIPPOUR

C'est dans cet esprit qu'il envisage une guerre limitée qui doit entamer la foi d'Israël en sa supériorité militaire et sortir les Américains de leur torpeur diplomatique. Déclenchée le 6 octobre 1973, l'offensive égyptienne le long du canal de Suez, associée à l'assaut syrien sur le Golan, atteint son objectif politique. Les troupes de Damas effectuent une percée dans le secteur central, tandis qu'au sud les Égyptiens franchissent le canal de Suez et bousculent la ligne Bar-Lev – un réseau de fortifications réputé imprenable. Surpris, en ce jour de Kippour, par cette attaque concertée, les Israéliens reculent ; leur aviation subit de lourdes pertes.

La mobilisation des réserves achevée, ils parviennent toutefois à engager une double contre-offensive, d'abord sur le front nord, où Tsahal pénètre en territoire syrien, plaçant Damas à portée de ses canons, puis sur le front sud. Profitant des failles du dispositif adverse, les parachutistes du général Sharon réussissent à prendre la III^e armée égyptienne en tenaille.

Ce revers incite l'URSS, qui a soutenu massivement ses alliés arabes, à se concerter avec les États-Unis qui ont, de leur côté, établi un gigantesque pont aérien vers Israël. Ensemble, par l'intermédiaire du Conseil de sécurité de l'ONU, ils préparent un cessez-le-feu. Le 22 octobre, la résolution 338, demandant aux parties de mettre fin aux opérations militaires, est adoptée.

La guerre du Kippour a été la plus internationalisée de toutes celles qui ont opposé Israël à ses voisins. Elle

marque aussi, comme Sadate l'avait espéré, l'ouverture d'une ère nouvelle : celle de la négociation politique.

L'Égypte veut parvenir à un règlement de paix définitif. Sadate, qui a impérativement besoin de l'aide financière des États-Unis, prend alors une décision spectaculaire. Le 19 novembre 1977, il se rend à Jérusalem, au milieu d'une véritable liesse populaire, et prononce devant la Knesset un discours où, en échange de la reconnaissance d'Israël, il demande le retrait total des territoires occupés en 1967, ainsi que le respect du droit à l'autodétermination des Palestiniens. Or, si le nouveau Premier ministre israélien, Menahem Begin (qui a donné pour la première fois depuis la création de l'État la victoire électorale à la droite), est résolu à conclure la paix avec l'Égypte, qui reste l'adversaire le plus redoutable d'Israël, il ne veut pas entendre parler de droits politiques pour les Palestiniens.

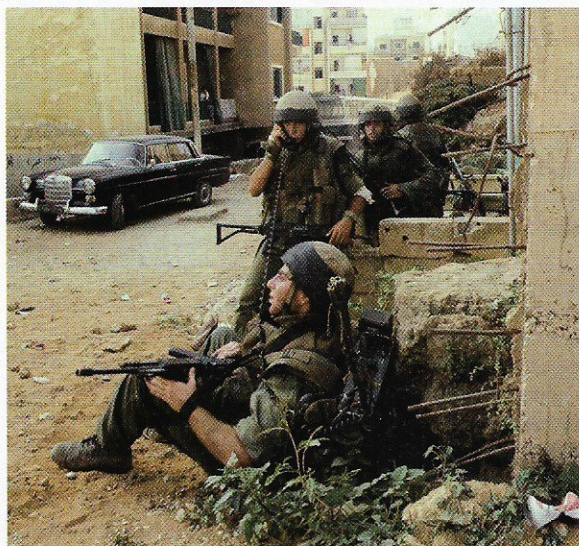
1978 : LES ACCORDS DE CAMP DAVID

Sous les auspices du président américain Jimmy Carter, Sadate rencontre Begin à Camp David en septembre 1978. Le volet palestinien des accords (qui escompte l'octroi d'un statut d'autonomie aux Palestiniens des territoires occupés) restera lettre morte. Cependant, les deux pays signent en mars 1979 un traité de paix qui prévoit le retrait total du Sinaï et l'établissement entre eux de relations diplomatiques, économiques et culturelles. L'Égypte paie très cher son audace : exclue de la Ligue arabe, frappée d'ostracisme diplomatique, en butte à l'hostilité des durs regroupés dans le Front du refus (Libye, Irak, Algérie, Yémen du Sud, Syrie, OLP), elle ne rentrera définitivement dans le giron arabe qu'en 1989 – avec l'intégralité du Sinaï mais sans son leader visionnaire, assassiné par des islamistes en 1981.

Reste le lancinant problème palestinien. Alors que l'OLP (Organisation de libération de la Palestine, sous l'autorité de Yasser Arafat) est déjà bien implantée dans les camps de réfugiés, elle devient la force politique principale parmi les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie.

Cette situation n'est pas du goût d'Israël qui, sous l'impulsion du gouvernement nationaliste du Likoud, est engagé dans une grande campagne de renforcement de la présence juive en Cisjordanie. Begin et son ministre de la Défense, Ariel Sharon, pensent être en mesure de porter le coup de grâce à l'organisation palestinienne en frappant sa base stratégique au Liban. Le 6 juin 1982, Tsahal passe donc la frontière libanaise. Fin août, les combattants palestiniens doivent quitter le Liban. La victoire israélienne semble, encore une fois, totale. Pourtant, elle montre très vite ses limites.

Le développement, sous l'action des milices chiïtes Hezbollah et Amal, d'une guérilla meurtrière contraint l'armée israélienne à se retirer du Liban en 1985, laissant plus que jamais les Syriens seuls maîtres du jeu. Coûteuse en hommes et en argent, la guerre du Liban n'a, en outre, pas permis d'étouffer durablement le



LA POUDRIÈRE LIBANAISE

Le système politique libanais fondé sur le confessionnalisme permettait la coexistence pacifique des principales communautés religieuses : chrétiens maronites, sunnites et chiïtes. Dans les années 1970, le pays est déstabilisé par la forte présence de l'OLP parmi les réfugiés palestiniens. Le conflit éclate en 1975 et oppose d'abord phalanges chrétiennes et Palestiniens à qui se joignent bientôt les milices arabes. Beyrouth est coupé en deux, séparé par une ligne de démarcation entre forces chrétiennes et musulmanes. En 1976, la Syrie entre dans le jeu, soutenant les chrétiens puis les Palestiniens. Le président libanais n'a plus d'autorité sur le pays.

Persuadés de pouvoir affaiblir l'OLP, les Israéliens décident d'intervenir en 1982. Ils font le siège de Beyrouth et poussent les combattants palestiniens au départ. Mais, le 14 septembre, le président Bachir Gemayel meurt dans un attentat. Par vengeance, du 16 au 18 septembre, les forces libanaises (maronites) entrent dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila encerclés par l'armée israélienne et y massacrent plusieurs centaines de personnes, suscitant l'indignation du monde entier. Les milices chiïtes Hezbollah et Amal multiplient prises d'otage et attentats-suicides et contraignent Israël au retrait quasi-total en 1985. En octobre 1989, les députés libanais, réunis à Taïf en Arabie saoudite, parviennent à un accord, réduisant le rôle du président et entérinant la présence syrienne. La guerre prend fin en 1990. Le Liban retrouve sa pleine souveraineté avec le retrait d'Israël de la zone de sécurité au sud (2000) et celui de la Syrie du reste du pays (2005), mais demeure divisé à l'intérieur. **A. D.**

▲ Soldats israéliens à Beyrouth, le 19 septembre 1982.

nationalisme palestinien, même si elle contraint l'OLP, devant la vanité désormais patente de toute option militaire, à s'engager dans la voie diplomatique. D'abord avec quelques hésitations, puis avec ténacité, après le déclenchement, le 9 décembre 1987, de l'Intifada, vaste soulèvement de toute la société palestinienne.

1993 : LES ACCORDS D'OSLO

A elle seule, cette révolte n'est toutefois pas en mesure d'amener l'État hébreu à négocier avec l'OLP. Il faut, pour cela, qu'éclate un nouveau conflit : la crise puis la guerre du Golfe en 1990-1991. Cette confrontation qui met aux prises l'Irak avec une vaste coalition placée sous l'autorité des États-Unis n'implique qu'indirectement l'OLP et Israël. Mais, en démontrant la formidable puissance des Américains, alors même que l'Union soviétique se meurt à petit feu, la guerre du Golfe place les États-Unis dans une situation d'hégémonie diplomatique qui leur permet de lancer, à l'automne 1991, un processus de paix extrêmement ambitieux.

Le 30 octobre 1991 s'ouvre ainsi, à Madrid, la conférence inaugurale, événement sans précédent puisque, pour la première fois, l'ensemble des parties (y compris les Palestiniens) se retrouvent face à face. Les discussions se poursuivent bilatéralement à Washington entre Israël et la Syrie, le Liban, la Jordanie et une délégation palestinienne. Les négociations butent cependant sur une difficulté persistante : le refus du gouvernement israélien, dirigé alors par un homme du Likoud, Yitzhak Shamir, de négocier directement avec l'OLP.

Cette opposition de principe n'est surmontée qu'en juin 1992, après la victoire des travaillistes qui engagent, au début de l'année 1993, en Norvège, des pourparlers secrets avec des représentants de l'OLP. Au cours de l'été, un cadre formel de négociations est arrêté et, le 13 septembre 1993, dans les jardins de la Maison Blanche, l'impensable se produit : le nouveau Premier ministre israélien Yitzhak Rabin et Yasser Arafat se serrent la main tandis que Shimon Peres et Mahmoud Abbas signent la déclaration de principe sur un accord intérimaire d'autonomie. Ce texte est fondé sur un préalable essentiel : la reconnaissance mutuelle entre les deux parties. Il repose également sur un pari : que le redéploiement de l'armée israélienne et le transfert de pouvoirs à l'Autorité palestinienne élue parviennent à faire naître une confiance réciproque. Restait à s'entendre sur le statut permanent de la Cisjordanie et de Gaza, et à régler trois questions essentielles : l'avenir des réfugiés palestiniens, le statut de Jérusalem et le sort des implantations juives dans ces deux régions.

A la suite de cet accord, la Jordanie devient en octobre 1994 le deuxième État arabe, après l'Égypte, à signer un traité de paix avec Israël. Rien de tel, en revanche, ne se produit sur le front syro-libanais. Quant à la question palestinienne, elle demeure sans solution définitive alors même que dépend d'elle la « normalisation diplomatique » d'Israël dans la région. ■